

<http://ugtg.org/spip.php?article2217>



Nou vé pa mafia an DLO AN NOU

- Dossier spécial LKP - Expressions -



Date de mise en ligne samedi 10 octobre 2015

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La récente déclaration du sous-préfet sur le prix unique de l'eau doit être analysée avec toutes les précautions et la lucidité qui s'impose **pou yo pa kouyonné Pép Gwadeloup.**

Tout d'abord, le prix unique de l'eau n'est pas une demande des élus ni de l'Etat mais bien une revendication forte des usagers de Guadeloupe notamment dans le cadre du protocole LKP du

04 Mars 2009.

MAIS SURTOUT :

- ▶ **LA MISE EN PLACE D'UN PRIX UNIQUE DE L'EAU SANS METTRE EN REGIE DIRECTE LA GESTION DE L'EAU NE RESOUT EN RIEN LE FOND DU PROBLEME.**
- ▶ **LA MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE UNIQUE SANS METTRE EN REGIE DIRECTE LA GESTION DE L'EAU NE RESOUT PAS NON PLUS LA PWOFITASYON SUR L'EAU.**

L'unification du prix de l'eau entrainerait « peut être » une très légère baisse du prix moyen du mètre cube mais elle ne s'attaque pas au coeur du problème à savoir la mainmise de trois

multinationales sur notre eau et les profits exorbitants réalisés par ces derniers sur le dos des Guadeloupéens.

CAR : Mettre en place un prix unique, Créer un syndicat unique sans mettre en régie directe la gestion de notre eau revient à pérenniser un système mafieux qui profite aux actionnaires des multinationales et à certains élus véreux qui y trouvent des intérêts personnels.

Les multinationales gèrent l'eau pour leurs propres intérêts et ceux des élus et cela en contrepartie du financement d'une campagne électorale, de la construction d'un bâtiment, d'un voyage ou d'une caisse de champagne.

Le prix payé par l'usager couvre les frais liés à la production, à l'entretien, à la maintenance des réseaux, à l'investissement, à la distribution, à la qualité et à la rémunération des travailleurs etc.... Alors !

OLA LAJAN A SE TIYO LA PASÉ ? La question gêne et les élus refusent d'aborder ce sujet car beaucoup ont mangé et mangent encore dans la bassine. **Le coût des travaux est estimé à plus**

d'un milliard d'euros.

REGLER LE PROBLEME DE LA GESTION DE L'EAU PASSE OBLIGATOIREMENT PAR LA MISE EN PLACE D'UNE

GESTION EN REGIE DIRECTE SANS DELEGATION DE SERVICE.

Une eau de qualité, à un prix juste, accessible à tous, à tout moment, et préservant l'intérêt général, cela n'est possible que dans le cadre d'un établissement public de production et de

distribution de l'eau sans délégation de service public confiée aux multinationales.

Nou vé pa mafia an DLO AN NOU

Pénurie, coupure, restriction, qualité douteuse, prix exorbitant, réseau défaillant, prix différents, ... sont la conséquence de la *pwofitasyon* des multinationales qui sévissent dans la production de l'eau en Guadeloupe et cela avec la bénédiction des élus qui tirent profit de ce système.

LKP EXIGE :

- ▶ **La mise en oeuvre d'un audit indépendant sur le service de l'eau dans toutes les communes de Guadeloupe ;**
- ▶ **La mise en régie directe de la gestion de l'eau pour en finir avec la *pwofitasyon* et revenir à un prix juste et équitable ;**
- ▶ **L'arrêt de toutes délégations de service public et autres prestations de service public confiées aux opérateurs privés ;**
- ▶ **{{}}Le transfert des salariés des opérateurs privés vers les régies ;**
- ▶ **La mise en place d'un nouveau réseau de distribution de l'eau sans augmentation des prix ni des impôts.**

GWADLOUPEYEN, DLO LA SÉ TAN NOU !

LKP - Lapwent - 04.10.2015